

**Question orale de Monsieur Sylvain DALLA ROSA, Conseiller municipal, au nom du groupe « Bâtir notre ville ensemble » portant sur le devenir du centre Hospitalier de Manchester**

« Monsieur le maire,

En votre qualité d'élu vous présidez le conseil de surveillance du centre hospitalier de Charleville-Mézières. Malgré la perte de prérogatives de ce conseil de surveillance au profit de l'Agence régionale de santé (ARS) et de la direction de l'hôpital, il est primordial que notre conseil municipal s'inquiète du devenir du centre hospitalier. Cela d'autant que des informations alarmantes circulent concernant le fonctionnement des hôpitaux publics ardennais et particulièrement celui de Manchester.

Récemment, le délégué de l'ARS pour les Ardennes confirmait nos craintes en évoquant la nécessité de faire de nouvelles économies financières dans les hôpitaux publics du département à hauteur de 7 millions d'euros et de poursuivre la fermeture de lits. Sur les 506 actuellement en service à Manchester combien doivent disparaître? La presse locale parle même de «lent déclin des hôpitaux».

Afin d'améliorer la situation, la coopération volontaire entre hôpitaux voisins est intéressante quand elle est pensée dans l'intérêt des patients et des personnels. Malheureusement, la mise en place arbitrairement et obligatoire des groupements hospitaliers de territoire n'a été faite que dans l'objectif exclusif de faire des économies financières. D'ailleurs, l'ARS a mandaté un cabinet privé pour faire un rapport sur les économies à réaliser. On imagine déjà les conclusions que rendra ce cabinet. Cette situation ne doit rien à la crise que connaît notre département, elle résulte des différentes politiques de santé appliquées depuis de nombreuses années dans notre pays.

Cependant, rien n'oblige les élus locaux à rester passifs devant le démantèlement de l'hôpital public. Pouvez-vous, Monsieur le maire, prendre l'initiative de réunir un conseil de surveillance extraordinaire avec pour objectif de refuser le saccage de l'hôpital public (suppressions de lits- fermeture de services....) et de décider de rendre public le rapport du cabinet privé qui devrait être finalisé pour la fin de cette année afin que les habitants du territoire puissent être informés sur le sort réservé à l'hôpital public et réagir pour défendre le droit à la santé pour tous. »

Monsieur le Maire confirme qu'après plusieurs années à l'équilibre, le Centre hospitalier de Charleville-Mézières devrait être déficitaire à nouveau en 2017 et plus lourdement encore en 2018 ; Avec l'Hôpital de Sedan dont les difficultés sont encore plus accentuées, le Groupement Hospitalier de Territoire Nord Ardenne devrait afficher, dès l'an prochain, un déficit annuel compris entre 7 et 10 M€.

Cette situation financière n'est pas le résultat d'un effondrement de l'activité des hôpitaux, encore moins à des erreurs de gestions. Le déficit actuel résulte en grande partie de la volonté de l'Etat, au travers d'une tarification à l'activité toujours plus exigeante, de réaliser des économies sur le service public hospitalier, mais aussi de mesures non compensées comme PPCR ou la réforme du temps de travail des urgentistes. De plus des fuites de la patientèle se sont développées, sans réciprocité, vers la Belgique ou l'agglomération Rémoise mine malgré tout le niveau d'activité des établissements.

Un plan de performance est demandé par l'ARS à la direction du GHT, qui reçoit l'aide de consultants extérieurs sur ce sujet.

En qualité de président du Conseil de surveillance du Centre Hospitalier, Monsieur le Maire ainsi que ces collègues siégeant dans les instances sont donc extrêmement vigilants sur l'évolution de ce dossier, avec deux critères simples d'appréciation : l'accès à des soins de qualité et l'emploi hospitalier sur Nord Ardenne. Un conseil de surveillance est prévu le 12 décembre et la question du « plan de performance » est à l'ordre du jour.

Monsieur le Maire estime qu'il ne faut pas récuser toute réflexion sur l'organisation des soins dans le Nord Ardenne. D'abord parce qu'il existe des problèmes sérieux d'accès à des soins de qualité, et surtout parce que les départs en retraite de médecins dans les années à venir vont rendre la situation intenable dans de nombreux services.

Monsieur le Maire veut défendre avec force l'accès des Ardennais à des soins de qualité et l'emploi hospitalier sur le territoire. Mais il estime que ce n'est pas nécessairement dans le statu quo que nous y parviendrons le mieux. Monsieur le Maire se montrera vigilant et le Conseil Municipal sera tenu informé.